

CIBLE

Alerte !

Ceux qui ont cru que la Grèce et l'ensemble de la zone euro avaient été sauvées par les décisions du printemps dernier vont être déçus. Alors qu'il affirmait en juillet que la Grèce avait fait des « progrès considérables » et préconisait une réduction drastique des dépenses de santé, le Fonds Monétaire international envisage deux mois plus tard d'apporter une aide supplémentaire à la Grèce afin d'éviter qu'elle fasse défaut sur sa dette.

L'information publiée par le *Wall Street journal* n'a guère été commentée et les organes européens sont en la matière d'une discrétion de violette alors que nous sommes à la veille d'une nouvelle crise : la Grèce, mais aussi et le Portugal et l'Irlande, confrontée au désastre de l'Anglo Irish Bank, doivent s'endetter à des taux de plus en plus insupportables pour couvrir leurs échéances immédiates.

L'alerte est donnée mais une fois de plus les organes européens réagiront faiblement et trop tard, ce qui finira par détruire la zone monétaire qu'ils voudraient conserver.

CAPITALISME FINANCIER

La crise à venir

Hommage

**Le général
Gallois**

p. 2

Catastrophes

**Un été
calamiteux**

p. 4

Le général Gallois

Le général Pierre-Marie Gallois, que les lecteurs de *Royaliste* savaient être l'un des leurs, est mort cet été, le lundi 23 août. « *La vie ne veut plus de moi, la mort pas encore* » disait ce quasi-centenaire avec le sens de la formule qui le caractérisait. Né le 29 juin 1911, il avait continué à écrire jusqu'à ces derniers mois.

Pierre-Marie Gallois fut l'un des principaux penseurs stratégiques français de la seconde moitié du XX^e siècle.

Très tôt, il comprit la rupture fondamentale provoquée par l'apparition de l'arme nucléaire. Il fut l'un des concepteurs de la doctrine française de dissuasion, aux côtés de Charles Ailleret, André Beaufre et Lucien Poirier, doctrine mise en œuvre par le général de Gaulle au nom de l'indépendance nationale.

En 1960, Pierre-Marie Gallois publie *Stratégie de l'âge nucléaire* (1), un livre fondateur. Sa vision de l'arme nucléaire est radicale : la dissuasion empêche la guerre et c'est son grand mérite. Elle le fait à un coût financier raisonnable et sans affrontement armé. Elle a, comme conséquence, de rendre obsolète la plupart des systèmes militaires, ce qu'il montre dans *L'Adieu aux armées* (2) en 1976. Ses écrits déplurent à de nombreux

militaires, attachés aux divisions blindées ou à leurs guerres (néo)coloniales – toutes nostalgiques de l'ère du TNT.

Alors que le rêve d'un monde sans armes nucléaires resurgit, voici ce que Gallois écrivait il y a un demi-siècle : « *Avant de réclamer la suppression de l'armement nucléaire, il vaudrait mieux que les gouvernements des démocraties occidentales réfléchissent. Peut-être vaut-il mieux préparer une guerre atomique qui ne peut avoir lieu et cependant maintenir un état d'équilibre entre des forces de grandeur par trop inégales, que se donner les moyens d'un conflit qui serait possible parce qu'il serait mené avec des moyens uniquement conventionnels.* » Les œuvres classiques sont éternelles...

Les réflexions de Gallois s'inscrivent dans le contexte de la guerre froide. Il expliquait que le nucléaire redonne aux nations, et à la France donc, une liberté d'action que la guerre classique avait fait

disparaître. Il est l'un des principaux théoriciens de la dissuasion du faible au fort, du pouvoir égalisateur de l'atome et de la sanctuarisation du territoire national qui restent les fondements de la stratégie nucléaire française. Polémiste, Gallois pousse son raisonnement très loin, jusqu'à une forme de neutralisme français, à l'abri du parapluie nucléaire. Ses travaux ultérieurs le portèrent vers une réflexion géopolitique plus générale, avec toujours une grande liberté d'esprit. Proche de Marie-France Garaud et de Jean-Pierre Chevènement, ce souverainiste poussa la critique de l'Empire (américain) jusqu'à soutenir tous ses adversaires, même les moins fréquentables – Milosevic ou Saddam Hussein.

Avant d'opter pour une carrière militaire, le jeune Pierre Gallois se destinait aux Beaux-Arts. Mais ce passionné de décoration était fasciné par l'aviation. Sentant la guerre venir, il intègre l'armée de l'Air

en 1936, comme officier pilote de réserve. Gallois était un *bombardier* dans l'âme. Affecté au Sahara, il y expérimente des techniques d'attaque aérienne, à la manière des Allemands... ce qui lui vaut les réprimandes du commandement. Il rejoint la Grande-Bretagne en 1943 et participe aux bombardements stratégiques sur l'Allemagne comme navigateur sur Halifax, au sein des *groupes lourds* français du *Bomber Command*.

Des missions terribles, qu'il partage avec l'écrivain Jules Roy. Il découvre alors ce qu'est une armée moderne et de haute technologie, une fascination qui ne le quittera plus. Après guerre, il est affecté dans des postes d'états-majors, puis à l'Otan (Shape), où il s'initie à la stratégie nucléaire balbutiante du début des années 50. Dès 1953, il s'engage à titre personnel en faveur du développement d'une force de dissuasion nationale. Sa position au sein de l'armée de l'air est fragile. Ses prises de position, sa vive intelligence, son indépendance d'esprit dérangeant. En 1957, le colonel Gallois fut poussé vers la retraite, avec ses deux étoiles de général comme récompense.

Jean-Dominique MERCHET

📖 (1) Pierre-Marie Gallois - « *Stratégie de l'âge nucléaire* », 1960, éd. Calmann-Lévy – réédité en 2009, éd. de Guibert, prix franco : 22 €. ➡ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Pierre-Marie Gallois - « *L'Adieu aux armées* », 1976, Albin Michel, épuisé.

📖 Le livre de référence sur la vie et la pensée du général Gallois est celui de Christian Malis - « *Pierre-Marie Gallois - Géopolitique, histoire, stratégie* ». Éd. de l'Âge d'Homme, 2009, prix franco : 39 €. ➡ [Achat immédiat](#)

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERNARD MEROUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Général Gallois - p.3 : Tous des Roms ? - Tournis - p.4 : Un avenir radieux - p.5 : L'après Irak - p.6/7 : Système de la fraude - p.8 : État, nation, patrie - p.9 : Une société de défiance - p.10 : Élysée - Philippe et Adélaïde - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Éditorial : Plans pour l'offensive.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ [trois mois \(20 €\)](#)

☐ [six mois \(30 €\)](#)

☐ [un an \(47 €\)](#)

☐ [soutien \(100 €\)](#)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Tous des Roms ?

Comme dans la filandreuse affaire Woerth-Bettencourt, où pas un jour ne passe sans apporter son lot de démentis, les suites du « Discours de Grenoble » par lequel Nicolas Sarkozy a sonné l'hallali contre les Roms ne cessent de défrayer une chronique où les révélations et les dénégations plongent le pays dans une patouille hargneuse ou dépressive.

Avant que la nausée n'achèvent de réduire au silence ceux qui croient encore à la noblesse du politique, tentons un schématique bilan.

Le fait divers d'où le chef de l'État a tiré prétexte était dès l'abord inconsistant : les Roms en colère étaient certes des *gens du voyage*, mais sédentarisés et Français - ce qui ne peut les exposer à l'expulsion.

Le prétexte de légitime défense invoqué pour expliquer la mort du délinquant en fuite n'a pas tenu : l'enquête démontre qu'un policier l'a abattu de profil alors qu'il passait devant lui en voiture. Sur un fond de tension sociale indéniable, cette bavure ne peut légitimer le lancement d'une opération politique aussi hasardeuse que de rendre suspecte toute une catégorie de la population.

Catégorie aux contours, à vrai dire, indiscernables. Car enfin, s'agit-il de nomades réguliers comme le sont les forains, ou de *gens du voyage* ethniquement libellés Roms, voire de Roumains immigrés ou de passage, auxquels des statistiques introuvables ou controuvées imputent un taux de délinquance deux fois et demi supérieur à la moyenne ? Pourquoi pas de tous les étrangers qui rôdent, faute de trouver un lieu d'accueil et du travail ? Pourquoi pas de nous-mêmes, issus d'ancêtres naturalisés il y a longtemps ?

Les ministres lancés sur cette piste hasardeuse, conscients qu'ils géraient le volet sécuritaire de la reprise en main de l'opinion par le Président, ont fait du zèle et, assumant leur vocation comptable, du chiffre. En échange d'un mince pactole - 300 € par adulte, 100 € par enfant - Éric Besson a été assez persuasif pour obtenir le départ *volontaire* en Roumanie de quelques centaines de ces citoyens d'Union européenne, dont on ne doute pas qu'ils sauront revenir, si leurs conditions d'existence demeurent ce qu'elles sont.

Pour pallier ce retour, le Gouvernement n'a pas manqué de recevoir des représentants de la Roumanie (sans songer à inciter Renault-Dacia à embaucher dans leur pays quelques-uns des *migrants*). Et de l'autre main, pour prouver l'importance accordée au sujet, on a créé rien moins qu'une *Cellule de Coordination nationale de Lutte contre les Campements illicites* tandis que le ministre de l'Intérieur signait une circulaire adressée pour action au ministre de l'Immigration Éric Besson, qui l'a piteusement démentie.

Ce document visant **en priorité les Roms**, en contravention flagrante avec le droit international, a aussitôt produit son effet. Voilà la France en butte aux sarcasmes du Parlement de Strasbourg, semoncée par l'ONU, puis morigénée par la Commission européenne à qui les ministres Lelouche et

Besson rétorquèrent avec hauteur que « *la patrie des droits de l'homme* » n'avait pas de leçons à recevoir...

Chacun voit midi à sa porte. Nicolas Sarkozy peut bien parler d'une *erreur de rédaction*, Claude Guéant se réjouir : « *Notre électorat est satisfait* » et le Premier ministre prendre le profil bas qui sied à son ambition rampante, la formule de Dominique de Villepin finit par faire mouche : ces décisions brutales et cette impéritie politique discréditent la France et font, en vérité, une tache sur son drapeau.

Politiquement, le grand gagnant de cette imbécile surenchère est le Front national ; sa dirigeante saura glaner les bénéfices, les cumulant non sans finesse avec les propositions alternatives que la gauche socialiste n'ose pas adopter, eu égard à ses parrains internationaux.

Mais pour revenir sur les effets dans notre pays, toutes les conversations trahissent le désarroi, voire la déprime... L'espace politique est comme saturé d'une bouillie fantasmagorique qui semble l'élément d'élection du Président. On dirait que l'agressivité qui l'habite cherche perpétuellement sa cible, voire en lui-même et contre lui-même, dans un syndrome d'échec qui serait pour lui seul triomphal.

Le nom de Sarkozy serait aussi celui d'une lignée de Roms en Hongrie... La curieuse trouvaille du *Canard enchaîné* ouvre un gouffre psychanalytique. Qui le Président de la République française veut-il expulser après tous les autres ?

Un simple vote pourrait en 2012 lui faciliter l'opération.

Luc de GOUSTINE

Tournis

Quand on reprend l'ensemble des sondages effectués cet été, la somme des opinions publiées donne le tournis.

Début août, on a fait grand cas du sondage selon lequel une majorité de Français adhérerait au discours sécuritaire du gouvernement. Un site spécialisé dans la critique des sondages a montré qu'une question qui fait l'amalgame entre la polygamie et l'incitation à l'excision provoque un rejet massif (1). De même, les sondés sont massivement d'accord pour condamner les meurtres de policiers et de gendarmes et tout ce qui est illégal. Moi aussi, je condamne, ce qui n'implique pas mon adhésion aux mesures gouvernementales.

Mais les médias ont repris ce sondage sans aucune critique puis publié tout au long de l'été des *résultats* contradictoires mais néanmoins tenus pour vrai l'espace d'une journée. Nous avons ainsi appris que *les Français* qui plébiscitent Nicolas Sarkozy souhaitent la victoire de la gauche en 2012 ; les mêmes soutiennent le supposé président dans sa diatribe contre la Commission européenne sur les Roms tout en jugeant à 71 % que l'image de la France s'est dégradée depuis le lancement de la campagne sécuritaire et xénophobe.

Notons enfin le sondage le plus drôle et le plus cruel : 15 % de sondés souhaitent que Nicolas Sarkozy se représente, et 15 % préfèrent Dominique de Villepin. Tout ça pour ça !

Annette DELRANCK

(1) <http://www.rue89.com/en-faire-un-sondage/2010/08/12/securite-les-biais-linguistiques-du-sondage-ifop-le-figaro-161839>

Un avenir radieux

Nous l'écrivions en 2003 après la canicule : « L'avenir verra de plus en plus fréquemment de grandes vagues de chaleur, de froid, des tempêtes, des inondations ou des sécheresses ⁽¹⁾ ». Rien de risqué dans cette prophétie, tous les modèles climatiques convergeaient vers cette conclusion.

C'était il y a 7 ans. Eh bien ! en 2010 nous y sommes, dans cet avenir *radieux*, et l'année à demi-écoulée a déjà cumulé tous les événements, en particulier cet été : pluies et inondations meurtrières au Pakistan et en Chine ; sécheresse et incendies gigantesques en Russie ; pollution énorme dans le golfe du Mexique. Et ceci après combien d'autres catastrophes survenues cette année, comme le tremblement de terre dramatique en Haïti, celui - encore plus violent mais beaucoup moins meurtrier - au Chili, la tempête Xynthia en France, les éruptions volcaniques en Indonésie, etc.

Quelques remarques.

Plusieurs de ces événements extrêmes confirment que le changement climatique est bien là, n'en déplaise aux climato-sceptiques. Les mesures météorologiques l'ont montré, en particulier en Russie, où tous les records de chaleur depuis le début des statistiques météorologiques ont été battus ; ou au Pakistan et en Chine, qui ont subi les pires inondations de leur histoire. Et, comme prévu, le rythme d'apparition de ces catastrophes s'accélère.

Bien sûr tout n'est pas lié au changement climatique : les séismes et les éruptions volcaniques dépendent de mécanismes tectoniques dans lesquels l'activité humaine ne joue

aucun rôle. À l'inverse, la très grave pollution du golfe du Mexique est conséquence exclusive de l'activité humaine, et ni le climat ni l'activité sismique ne peuvent être incriminés.

Mais quelle que soit l'origine de ces catastrophes, leurs effets convergents sur la société sont souvent amplifiés au moment de leur gestion par les choix de *gouvernance* économique et politique. Or cette aggravation n'est en rien fatale, et le contre-exemple du Chili, qui a subi sans dommages humains l'un des pires séismes de ces dernières années, démontre que la mise en œuvre de précautions adaptées (même si elles sont coûteuses) peut éviter qu'une catastrophe matérielle se transforme en drame humanitaire. On ne peut pas empêcher les catastrophes naturelles, qui ont toujours existé, et vont augmenter en nombre et en ampleur, au moins pour ce qui concerne les événements climatiques. Mais les Chiliens nous montrent que les drames qui en découlent ne sont pas inéluctables. Alors c'est bien le mode de gestion de ces catastrophes qui pose problème et mérite une analyse attentive.

Ce qui saute aux yeux, c'est qu'à peu près partout cette amplification des effets des catastrophes naturelles vient du fait que les profits ont priorité sur l'environnement et

même sur la vie humaine. On l'a vu au moment de la gestion par BP de la marée noire du golfe du Mexique : non-suivi des règles de sécurité sur les plateformes, sous-estimation initiale du drame pour éviter une publicité néfaste au cours des actions, laisser-aller d'un directoire obnubilé par ses profits immédiats et incapable de voir les conséquences de cet accident, tout a été désolant dans cette gestion avant que le gouvernement des États-Unis, forcé et contraint par son opinion publique, n'y vienne mettre un peu d'ordre.

À divers niveaux, on retrouve presque partout cette réticence des gouvernements à agir, pour ne pas dire cette complicité active avec le système financier, qui induit à chaque fois une augmentation exponentielle des risques au profit d'un bénéfice à court terme pour quelques-uns. Nous avons vu cela en France avec la tempête Xynthia et les constructions illégales - mais juteuses - en zones inondables ; en Russie où les équipes de protection, trop chères en routine, se sont avérées dramatiquement insuffisantes quand le pays en a eu besoin ; en Chine où l'on a pu craindre un instant que le fameux barrage des Trois Gorges ne s'effondre et où le gouvernement, peut-être conscient de certaines négligences dans sa construction, s'est contenté de croiser les doigts (avec succès pour cette fois-ci) ; au

Pakistan, où l'État, complètement dépassé voire indifférent, a laissé aux extrémistes islamistes l'initiative de l'aide à la population.

Partout se retrouve le même schéma : profit immédiat pour quelques-uns, risques majeurs inéluctables à moyen terme pour les populations. Sans parler d'un cynisme triomphant : en pleine sécheresse en Russie, les milieux financiers ont vu tout ce qu'ils pourraient tirer de cette catastrophe et ont commencé, avec l'appui de l'État, à spéculer sur les céréales, nous préparant de futures famines mondiales pour le plus grand bénéfice des fonds de pension.

Le plus inquiétant, c'est que même quand ils veulent agir, les gouvernements semblent souvent incapables d'imposer des normes si elles s'opposent au fonctionnement ultra-libéral. Pour prendre un exemple bien de chez nous, la gestion de l'épidémie de grippe H1N1 a été révélatrice de cette incapacité : échaudé (si j'ose dire) par la canicule de 2003, l'État a voulu anticiper la crise. Il a alors décidé, comme seule initiative compatible avec son idéologie, l'achat de quantités invraisemblables de vaccins aux laboratoires pharmaceutiques : facile à faire et bien perçu par la Bourse, puisque cela revient à privatiser les gains et socialiser les pertes. En revanche il lui était idéologiquement impensable de recruter le personnel médical nécessaire, et il faut se réjouir que l'épidémie n'ait pas eu lieu : 97 millions de doses, à quinze minutes par injection (hypothèse extrêmement optimiste), cela veut dire plus de trois millions de jours de travail supplémentaires pour les infirmières, dans un pays où ce corps de métier est déjà surchargé en temps normal. On l'a échappé belle. Jusqu'à la prochaine...

François VILLEMONTAIX

■ (1) *Royaliste* n° 822, du 29 septembre 2003, page 4, « Les hommes ne sont pas une marchandise » (<http://archivesroyalistes.org/IMG/pdf/Royaliste822.pdf>).

L'après Irak

Neuf ans après le 11 septembre, la guerre contre la terreur a reculé dans les esprits. Mais un nouvel équilibre reste à trouver.

Les *Mémoires* de l'ex-Premier ministre britannique Tony Blair reviennent longuement sur ses choix consécutifs aux attentats de New York. S'il reconnaît plusieurs erreurs, c'est d'abord d'avoir cru à l'action d'un simple groupuscule alors que, selon lui, le phénomène était idéologique. « *L'Islam moderne, écrit-il, forme un bloc* ». Il avait donc méconnu, comme son ami George Bush, l'ampleur des coûts, la durée, et les conséquences de tous ordres. Loin d'eux l'idée de manquer de respect à l'égard de l'Islam, mais M. Blair pose dans la postface la question, selon lui « *à la racine du dilemme politique actuel* » : exactement que respecte-t-on au juste ? Il est clair que presque aucun musulman à travers le monde n' imagine que l'Occident ne travaille pas pour soi et seulement accessoirement, sinon du tout, pour gagner le cœur de l'Islam.

Sa défense de la guerre en Irak continue à ne pas tenir debout un seul instant en dépit d'un acharnement aujourd'hui de plus en plus déplacé et inopérant. Il est intéressant qu'au moment où Obama tient sa promesse de rapatrier au 31 août les unités combattantes – avec quelques artifices de présentation qui ne trompent personne – la question irakienne ne doive avoir finalement aucun effet sur le reste de la stratégie de la guerre contre la terreur. Elle n'en

avait pas sous Saddam Hussein. Elle n'en a plus aujourd'hui. Les tentatives d'Al-Qaïda ou de l'Iran pour l'utiliser se sont heurtées à la résolution de la Coalition mais surtout à la nature du peuple irakien qu'on avait sous-estimée

Du coup ce retrait ne change rien à rien, ni à l'Afghanistan, ni à l'Iran, ni au conflit israélo-palestinien. Tout se poursuit sans changement. Les Palestiniens se trompent s'ils croient que leur sort fait peser une menace sur les soldats américains encore présents au Moyen-Orient. Les efforts de l'émissaire George Mitchell et de la secrétaire d'État Hillary Clinton ont peut-être abouti dès le lendemain du retrait d'Irak à de nouvelles rencontres israélo-palestiniennes qui ont eu lieu à Charm el-Cheikh les 14 et 15 septembre. Mais cela est loin de constituer un fait nouveau, simplement la reprise de ce que la guerre d'Irak avait interrompu. Aucune avancée et certainement pas de perspective de règlement ne se situent à l'horizon. Au contraire, on peut même estimer que le retrait en bon ordre de l'armée américaine sans que le monde ne s'effondre affaiblit encore un peu plus la main des Palestiniens. Les Israéliens sont parfaitement capables de gérer la situation de Cisjordanie comme l'Irak peut être aussi géré.

M. Tony Blair est toujours le représentant du Quartet :

Russie, États-Unis, Union européenne, Nations Unies, dont on ne sait à quoi il sert. On s'étonnera des convictions à ce poste de l'intéressé : « *si la cause palestinienne abandonnait entièrement et sans ambiguïté la violence, on obtiendrait un accord de paix dans l'année* ». A-t-on jamais exprimé une pareille inanité qui d'ailleurs éclaire d'un curieux jour « *la feuille de route* » que ce quartet avait fondé, il y a quelques années, sur la renonciation à la violence ?

Que les dirigeants de l'Autorité palestinienne continuent de s'en remettre aux intermédiaires américains ou assimilés comme M. Blair, qui s'affirme tel ouvertement, révèle leur totale faiblesse. Les Israéliens ne s'en soucient guère et se sont donné le beau jeu d'accepter un dialogue qui ne leur coûte strictement rien. La cause palestinienne est à ce point oubliée – car profondément nationaliste dans un environnement idéologique – qu'il faudrait bien en venir à se demander avec qui en parler dans l'avenir, au-delà de l'arrière-garde de l'OLP. Quelle idée nouvelle peut bien venir des mêmes interlocuteurs palestiniens – comme Saeb Ereikat – qui siègent à la table de négociation et devant les médias depuis plus de quinze ans sans discontinuer ? Rien qui vienne déstabiliser le vieux fond néo-conservateur auquel tout apparente M. Blair.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **GRANDE BRETAGNE** – La publication de ses *Mémoires* par Tony Blair n'a pas fini de faire des remous. C'est au tour de Buckingham Palace de faire savoir que la Reine avait eu un « *sentiment profond de déception* » en voyant que l'ancien Premier ministre avait trahi sa confiance en révélant le contenu des conversations privées qu'il avait eues avec la reine pendant son mandat. « *La reine doit pouvoir parler à son Premier ministre en confiance sans avoir la crainte que ses propos puissent être un jour vendus au public* » a déclaré un conseiller, « *aucun Premier ministre ne l'avait fait auparavant et j'espère que cela ne se produira plus jamais* » a-t-il ajouté.

♦ **ALBANIE** – À l'occasion du 82^e anniversaire de la fondation du royaume d'Albanie, le roi Leka I^{er} a donné une conférence de presse : « *Je suis de près l'évolution politique, comme je l'ai toujours fait. Je me demande pourquoi les deux grandes forces politiques de ce pays n'ont pas encore été en mesure de trouver un accord. Cela prouve l'absence d'une forme de démocratie* » a-t-il déclaré. Le roi, âgé de 71 ans, a confirmé que son fils, le prince héritier Leka, était fiancé avec Elia Zaharia, la fille d'une célèbre actrice albanaise. Le prince Leka, âgé de 28 ans, travaille comme conseiller au ministère des Affaires étrangères de son pays.

♦ **MAROC** – Des incidents répétés à la frontière entre le Maroc et l'enclave espagnole de Melilla ont provoqué cet été une vive agitation diplomatique. Il a fallu un appel téléphonique passé par le roi d'Espagne Juan Carlos au souverain marocain Mohamed VI pour apaiser les tensions. Dans un communiqué commun les deux monarques ont affirmé que « *les événements intervenus au poste-frontière de Melilla ne nuisent en rien à la qualité des relations entre les deux royaumes* ». Il est vrai que les deux souverains entretiennent des liens très cordiaux : « *Je l'appelle "oncle Juan", parce que c'est une personne extraordinaire que je connais depuis longtemps*, avait déclaré Mohammed VI au journal américain *Time*, en juin 2000, *Il fait presque partie de la famille. Nous nous entretenons souvent au téléphone et je lui demande conseil. Mais les Marocains ne sont pas les Espagnols, et ils ne le seront jamais. La démocratie en Espagne convient parfaitement à l'Espagne. Mais il y a un modèle démocratique spécifique au Maroc* ».

♦ **AUSTRALIE** – Le Premier ministre travailliste australien Julia Gillard a finalement obtenu une courte majorité d'une voix au Parlement à l'issue d'élections législatives qui n'avaient pu départager travaillistes et conservateurs. Lors de la campagne électorale Mme Gillard avait déclaré : « *Je crois que cette nation devrait être une république. Je crois aussi que cette nation a une profonde affection pour la reine Elisabeth, mais je pense que le moment approprié pour cette transition sera au moment du changement de monarque* ». Rappelons qu'en 1999, par référendum, les Australiens avaient repoussé cette proposition.

Système de la fraude

M

agistrat, Jean de Maillard était président du tribunal correctionnel d'Orléans avant d'être brutalement démis de ses fonctions au mois d'août⁽¹⁾. Spécialiste reconnu de la criminalité financière, nous l'avons invité à présenter son *Rapport censuré* dans lequel il procédait à une « critique non autorisée d'un monde déréglé ». Dans son nouvel

ouvrage, *L'Arnaque*⁽²⁾, il explique comment la finance internationale est devenue un gigantesque système frauduleux, générateur des crises passées et à venir.

■ **Royaliste : Après avoir travaillé sur la criminalité financière, vous développez de nouvelles analyses...**

Jean de Maillard : Ce livre n'était pas prévu. À la suite d'un de mes articles, Marcel Gauchet m'a proposé d'écrire un livre sur les politiques de sécurité. J'avais prévu de faire une introduction sur les questions relatives à l'argent. Cette introduction s'est transformée en plusieurs chapitres et Marcel Gauchet a accepté que le livre soit consacré à ce que j'appelle l'arnaque.

■ **Royaliste : Il s'agit des subprimes ?**

Jean de Maillard : Bien entendu, je me suis intéressé à la crise des *subprimes* tout en sachant que cette crise n'est qu'un des aspects de la crise générale. Celle-ci commence dès les premiers moments du capitalisme financier, le 15 août 1971, lorsque Nixon annonce qu'il suspend la convertibilité du dollar en or. C'est à la suite de cette décision que le monde est entré

dans une période de chaos dont nous ne sommes pas sortis. Les choses se sont aggravées en 1982, lorsque Ronald Reagan fut élu président des États-Unis. Mais déjà l'administration Carter était persuadée que l'économie devait passer hors du contrôle des États. On a donc supprimé le contrôle des changes, de la monnaie, du crédit... au nom de l'autorégulation. N'oublions pas que Paul Volker, engagé par Carter et confirmé par Reagan, est le principal artisan de la mise en œuvre de la nouvelle idéologie qui s'est ensuite étendue à l'Europe de l'Ouest.

■ **Royaliste : Quant à la crise financière, le premier avertissement majeur est venu du secteur des caisses d'épargne américaines...**

Jean de Maillard : Depuis les années trente, il existait aux États-Unis un secteur bancaire mutualiste : les caisses d'épargne (*savings and loans*) qui jouaient un rôle économique, social et financier très important. Pour vous donner

une idée, c'est comme si en France les banques mutualistes étaient liées aux sociétés d'HLM. Aux États-Unis, les *savings and loans* représentaient la moitié du financement du secteur immobilier américain et au moins 30 % du secteur de l'épargne : les petits épargnants plaçaient volontiers leur argent dans les *savings and loans* qui bénéficiaient de taux d'intérêts légalement très avantageux et qui avaient l'obligation de financer la construction pour l'accession à la propriété des classes moyennes.

Ce secteur protégé a été soumis à la loi du marché financier : dès lors, les taux d'intérêts du secteur privé sont devenus plus intéressants que les taux des caisses d'épargne et les petits épargnants ont placé leur argent dans les banques du secteur concurrentiel. Les caisses d'épargne ne pouvaient donc plus se financer comme par le passé en faisant appel au secteur protégé de l'épargne ; mais ce secteur était toujours obligé de fournir

des prêts aux emprunteurs à des taux inférieurs à celui du marché – alors que les *savings and loans* étaient obligées d'aller emprunter sur le marché pour se financer. Évidemment, au bout de quelques mois, les caisses d'épargne se trouvèrent en faillite !

Ce qui posa un problème de fond : d'une part, l'idéologie ultra-libérale interdisait d'intervenir mais d'autre part l'effondrement du secteur empêchait de rembourser les petits épargnants – or l'organisme de garantie des dépôts bancaires était incapable de faire face aux faillites qui s'annonçaient. Impossible d'arrêter, ni de continuer ! En accord avec l'idéologie, on décida de ne rien faire – sauf augmenter le montant des garanties bancaires. La garantie passe alors de 40 000 dollars à 100 000 dollars et les épargnants se croient protégés par l'État fédéral. En fait, ils ne sont pas couverts car le fonds de garantie est insolvable. Les caisses d'épargne n'ont plus aucun moyen de financement mais une loi de 1982 leur permet de s'aligner sur le secteur concurrentiel.

■ **Royaliste : Quelles furent les conséquences ?**

Jean de Maillard : Les caisses d'épargne américaines étaient de petites banques locales dirigées par des personnes souvent issues du secteur mutualiste. Ces gestionnaires

modestes ont été projetés dans le monde de la finance dont ils ignoraient tout et ils ont eu immédiatement la possibilité de faire toutes sortes d'opérations : prêts commerciaux, crédit industriel, crédit immobilier à taux variable... Comme ils étaient aux abois, ils ont attiré toute une faune de mafieux et d'escrocs en tous genres qui ont utilisé ces petites boutiques pour faire n'importe quoi.

Comme le gouvernement américain n'intervenait pas, comme les effectifs du FBI avaient été réduits, comme on croit que les aigrefins seront éliminés par le Marché qui est toujours vertueux, on a vu fleurir des combines incroyables. C'est alors qu'un banquier inventa les *junk bonds*, les obligations pourries : ce sont des obligations émises par des entreprises qui n'ont pas accès au marché financier car leurs actions sont considérées comme spéculatives. On lança des émissions d'obligations à des taux deux fois supérieurs au taux du marché et, bien entendu, il y eut une ruée sur ces obligations : les entreprises qui émettaient ces *junk bonds* accumulèrent des masses de dollars. Elles s'en servirent pour faire des L.B.O. (*leverage buy out*) autrement dit des rachats d'entreprises avec effet de levier.

■ Royaliste : Expliquez-nous ce mécanisme !

Jean de Maillard : Vous allez voir un banquier, vous lui dites que vous voulez acheter telle entreprise qui vaut 100 000 dollars : vous disposez de 10 000 dollars et vous lui demandez d'apporter 90 000 dollars. Chacun se rembourse sur la bête : on peut revendre l'entreprise par morceaux ou puiser dans la trésorerie pour récupérer l'investissement. C'est ainsi qu'on peut retirer 200 000 pour 300 000 dollars qui serviront à financer d'autres opérations de ce type – qui sont tout à fait légales.

J'en reviens aux caisses d'épargne : elles vont acheter des obligations pourries et en émettre ; elles accumulent

ainsi des masses de liquidités qui permettent de financer la construction de centres commerciaux, d'immeubles et de maisons. L'objectif n'est pas de loger des gens mais de faire tourner l'argent et d'accumuler toujours plus de profits grâce à des manipulations comptables que je décris dans mon livre et dont tout le monde profite : la mafia mais aussi la CIA qui a financé de cette manière l'*Irangate*.

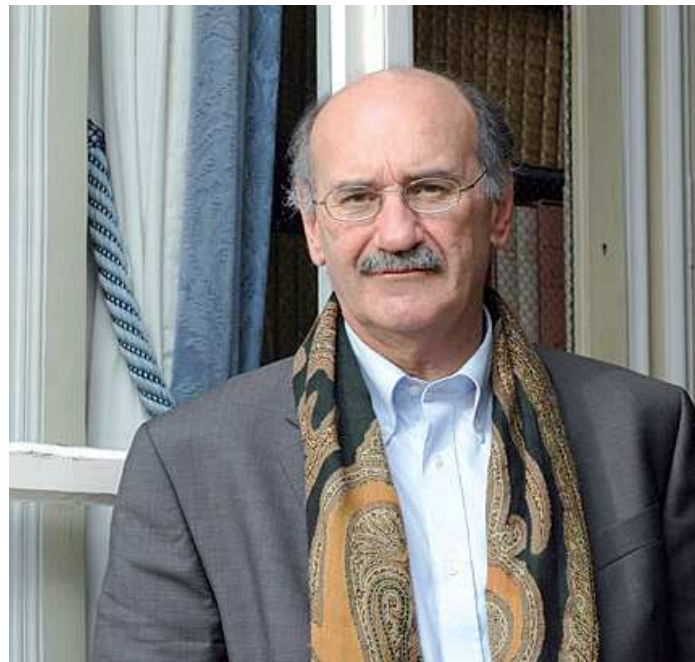
Bien entendu, une bulle immobilière se constitue, une crise éclate, on crée une entreprise de défaisance pour les *savings and loans*, on gaspille encore beaucoup d'argent mais on sauve le secteur immobilier et les caisses d'épargne qui sont deux gros piliers de l'économie américaine.

Cependant, d'énormes masses de liquidités restent disponibles et l'on sait désormais qu'elles permettent de faire tourner la machine à profits. On rentre alors dans une phase plus élaborée. Les financiers ont fait le bilan des années 80 et se sont aperçus que c'étaient les escrocs qui s'étaient le plus gavés. Conclusion : plutôt que de voir disparaître des sommes considérables dans les poches des aigrefins, il y avait intérêt à monter les mêmes affaires sans les mafieux et les voyous. Et c'est ainsi qu'on vit se former la bulle internet à partir des belles histoires sur la *nouvelle économie* et les *autoroutes de l'information*, sur Enron... La bulle internet, ce sont des financiers qui financent des financiers, avec le concours des agences de notations et des boîtes d'audit, audits qui agencent cette machine à faire du vent – l'économie virtuelle n'ayant plus besoin de l'économie réelle.

Bien entendu, la bulle internet éclate, les financiers retombent sur leurs pieds et placent leurs liquidités sur la bulle immobilière.

■ Royaliste : C'est alors qu'on invente les *subprimes*...

Jean de Maillard : Le système des *subprimes* consiste à enrichir les riches avec l'argent des pauvres. Les ban-



quiers ont toujours su faire cela, mais les *subprimes* sont à cet égard un chef d'œuvre. L'idée est la suivante : dans une bulle immobilière, toutes les valeurs immobilières augmentent. Vous pouvez donc accepter, étant au chômage, que votre banquier vous prête de l'argent pendant deux ans pour acheter votre maison. Deux ans plus tard, vous ne pouvez pas rembourser mais la maison vaut alors 120 000 dollars et le banquier vous prête 20 000 dollars. C'est un système de cavalerie qui s'est alimenté à grande échelle à partir de dossiers mensongers et de fausses évaluations des maisons.

Quand tous les emprunteurs *subprimes* ont été éclusés, on a cessé de frauder : il suffisait que les emprunteurs ne fassent plus de déclaration sur leurs revenus : ils recevaient de l'argent dans les dix minutes. Vous savez que tout s'est terminé par une catastrophe.

■ Royaliste : Moralité ?

Jean de Maillard : Il n'y a pas ! Quand le système financier s'est effondré, l'État a injecté des fonds publics qui servent maintenant à financer de nouvelles spéculations : on a réactivé les CDS (1) non plus sur les entreprises privées mais sur la dette des États, qui sont ainsi totalement piégés. La fraude est généralisée sur les marchés financiers : on dit que le CAC 40 repart, mais

tout le système est manipulé par des banques tellement puissantes (Goldman Sachs par exemple) qu'elles sont intouchables.

■ Royaliste : Les dirigeants politiques sont-ils conscients de cette situation ?

Jean de Maillard : Le gouvernement américain, qui vit en osmose avec Wall Street, est lucide. Je ne sais si Christine Lagarde comprend ce qui se passe. Quoi qu'il en soit, les réactions politiques n'ont pas été à la hauteur de la crise. Il aurait fallu nationaliser les banques. On ne l'a pas fait. Une nouvelle crise surviendra car le secteur immobilier et le système du crédit américains ne sont pas purgés. Quant à la **reprise** en Europe, elle est illusoire puisque nous restons dans une logique négative de pression sur les salaires et de délocalisations.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

📖 (1) Voir sa *Lettre ouverte* à Michèle Alliot-Marie : <http://www.rue89.com/blog-justice/2010/08/20/je-suis-un-petit-juge-sanctionne-pour-avoir-voulu-rendre-la-justice-162991>

📖 (2) Jean de Maillard – « *L'arnaque, la finance au-dessus des lois et des règles* », Gallimard, prix franco : 20 €. 

📖 (3) *Credit default swaps* (couverture de défaillance) : contrats de protection financière portant sur la défaillance d'une entreprise privée, d'un établissement financier, d'un État.

État, nation, patrie

Comment une vieille tradition impériale, un temps passée au grill totalitaire, parvient-elle à se transformer en un sentiment national qui rassemble dans un cadre fédéral des peuples fort différents ? Marlène Laruelle ⁽¹⁾ nous permet de comprendre les conditions difficiles de cette grande transition.

Dans l'intelligentsia française, la Russie a très mauvaise réputation et l'anti-poutinisme est l'un des critères de la pensée correcte. Cette pose ne permet pas de comprendre l'évolution politique et sociale d'un pays qui ne correspond pas à l'imaginaire politique de l'Europe de l'Ouest : celui d'une démocratie parlementaire présentée à l'Est comme modèle par des responsables politiques et des chercheurs qui oublient que les régimes démocratiques ouest-européens sont caractérisés soit par la médiation royale, soit par une forte personnalisation du pouvoir exécutif.

La Russie connaît cette personnalisation du pouvoir mais elle a découvert depuis l'élection de Dimitri Medvedev la distinction des rôles du Président et du Premier ministre qui nous est familière. Cette dyarchie ne nuit pas à la forte affirmation du pouvoir exécutif mais on ne saurait parler de dictature. Il y a des élections régulières et un choix démocratique des dirigeants dans des conditions qui laissent sans doute à désirer mais qui constituent un immense progrès par rapport à l'autocratie tsariste et à la dictature du Parti communiste.

Cela dit, on aurait tort de concentrer toute son attention sur les hommes au pouvoir.

Durement marquée par l'effondrement de l'Union soviétique et par les immenses dégâts provoqués par l'ultra-libéralisme, la société russe vit une expérience politique ambiguë, complexe, violente parfois et difficile à réussir : il lui faut en même temps inventer une vie démocratique au sortir d'une autocratie pluriséculaire et passer de la forme impériale à la forme nationale sans rien perdre du sentiment d'appartenance à la même patrie. Cela ne va pas sans tensions, sans contradictions, sans brutalités - celles des hommes au pouvoir, celles qui affectent la population.

Voilà qui décourage le jugement instantané. Pour se faire une idée de cette grande transition, l'ouvrage de Marlène Laruelle est irremplaçable. Le titre choisi (par l'éditeur ?) peut porter à confusion : « *le nouveau nationalisme russe* » n'est pas un nationalisme doctrinaire comme celui forgé par ses idéologues français. Certes, l'auteur consacre des pages, très informées, au nationalisme raciste des skinheads (très nombreux et dangereux en Russie) et aux divers mouvements extrémistes. Mais son livre est plus largement une étude sur le sentiment d'appartenance nationale en Russie et une remarquable introduction à la vie politique russe car les sentiments nationaux et pa-

triotiques sont proclamés par toutes les formations politiques.

Pour saisir la nature de ce lien, il faut se garder de plaquer les concepts français, forgés au cours de l'histoire millénaire d'un pays qui a inventé (avec l'Angleterre) la forme nationale et qui n'a que brièvement succombé à la tentation impériale. La nation est pour nous une réalité historique et juridique ; les Français forment un peuple de citoyens unifiés par un État qui administre un territoire que nous appelons patrie. La Russie est aujourd'hui une fédération qui rassemble des nationalités différentes, qui ont plus ou moins communiqué dans le patriotisme soviétique et qui doivent maintenant se redéfinir par rapport à la nouvelle unité.

La perte de l'Ukraine et de la Biélorussie est fortement ressentie, la terrible guerre de Tchétchénie nourrit de durs ressentiments (des Russes à l'égard des Tchétchènes), de nombreux habitants de la Fédération se définissent comme des Russes (*ruskij*) supérieurs aux Russiens (*rossijskij*), autrement dit les peuples sibériens méprisés et les Caucasiens aussi ouvertement détestés que les populations venues d'Asie centrale. Le courant xénophobe français est d'une grande modération par rapport à ce qui se passe en Russie : Marlène Laruelle

souligne que « les associations de défense des droits de l'homme ont recensé 270 agressions racistes (dont 47 mortelles) en 2004, 461 (dont 47 mortelles) en 2005, 539 (dont 54 mortelles) en 2006, 632 (dont 67 mortelles) en 2007, 515 (dont 96 mortelles) en 2008 ».

Face à ces crimes, le gouvernement est d'une insigne faiblesse, de nombreux policiers racistes ferment les yeux et certaines formations politiques manifestent une grande complaisance pour les agresseurs.

Quant au débat sur l'ethnicité, le pouvoir politique se tient dans l'ambiguïté : la restauration de la puissance nationale ne peut se faire sans le concours de tous les Russiens mais la spécificité russe est également exaltée. Mais les failles et les paradoxes de l'affirmation nationale n'ont pas empêché la formation d'un large consensus sur les valeurs affirmées par le pouvoir central. Au nationalisme agressif, négatif, extrémiste, le gouvernement et le parti dominant (*Russie unie*) opposent un patriotisme de réconciliation historique et politique : l'héritage soviétique (dont d'innombrables Russes et Russiens ont la nostalgie) a été intégré dans la mémoire nationale, la symbolique orthodoxe est mobilisée par l'État, l'armée (très populaire) est glorifiée et le projet de développement économique et social suscite une large adhésion dans un pays qui s'est beaucoup rapproché des européens de l'Ouest. Il serait temps d'en prendre conscience et d'examiner attentivement les discours et les attitudes des principales formations politiques (nationalistes, communiste, gouvernementale) avant d'exprimer des souhaits sur le devenir de la politique russe.

Bertrand RENOUVIN

 (1) Marlène Laruelle - « *Le nouveau nationalisme russe - Des repères pour comprendre* », L'Œuvre éditions, 2010, prix franco : 22,50 €. 

Une société de défiance ?

Les XXV^e rencontres Pétrarque, qui se sont tenues à Montpellier au mois de juillet, voulaient répondre à une question un peu déconcertante : « *En qui peut-on avoir confiance ?* » Dominique Schnapper, dans sa leçon inaugurale, s'est chargée de préciser le sujet, en montrant qu'il s'intégrait tout à fait à l'interrogation de Tocqueville sur l'avenir de la démocratie. Celle-ci ne suppose-t-elle pas une confiance dans la capacité du corps social à se comprendre lui-même. Et cette capacité n'est-elle pas liée à la foi qu'on accorde naturellement à des autorités, dépositaires d'un savoir dévolu à quelques-uns ? Justement, il semblerait que ces fondements du vivre en commun se trouvent fragilisés, dès lors que les scientifiques eux-mêmes sont contestés dans leurs compétences, que les experts sont récusés dans leurs conclusions et qu'un espace de discussion de plus en plus large secoue allègrement l'ensemble des certitudes. Invité à participer au dernier débat des rencontres, j'avais moi-même à affronter une belle provocation : « *Tous connectés, bientôt débranchés ?* » C'était, en effet l'énigme de l'univers d'Internet qui se proposait finalement aux participants. Instrument du débat démocratique enfin possible à l'échelle réelle du peuple ou boîte de Pandore infernale ? Comme toujours la sagesse devait se situer dans quelque juste milieu, mais celui-ci n'a rien d'une formule magique.

Plusieurs semaines après les échanges fort courtois de Montpellier, quelques souvenirs et quelques idées me sont venus en tête. Je me suis rappelé ainsi que la thématique des sociétés de confiance avait été abondamment développée, sa vie durant, par le ministre-normalien Alain Peyrefitte et qu'elle avait même donné lieu à une tardive soutenance de thèse de l'intéressé en 1995, devant un jury où siégeaient notamment Pierre Chaunu et Michel Crozier. Un axiome pourrait résumer la conviction centrale du *jeune docteur de 67 ans*, qui ne faisait qu'enrichir une première ébauche esquissée par l'étudiant quelques quarante ans plus tôt : « *Les confiances entrecroisées ont fait jaillir le développement et fondé le développement.* » C'était une sorte de credo fondamental qui réfutait la critique marxiste du capitalisme. Loin d'être le résultat de la lutte des classes et d'une sorte de rapt violent nécessaire à l'accumulation primitive, le mode de production qui avait permis le développement moderne des forces économiques se fondait sur une confiance native. Celle qui supposait une procédure aussi essentielle que le crédit, qui n'aurait aucune chance de prospérer sans la confiance que le prêteur fait à l'emprunteur et sans l'assurance d'une rentabilité des investissements.

On pourrait appliquer le même type de raisonnement à la démocratie elle-même. Sans **pacte social**, sans accord sur un

socle commun de principes et de valeurs, comment envisager un ordre institutionnel viable ? À ce propos, il convient de rappeler que la philosophie moderne, telle qu'elle s'est formée à partir du XVII^e et peut-être même dès le XVI^e siècle avec Machiavel, entendait fonder l'État à l'encontre de l'état d'hostilité permanente, en quoi consistaient des rapports sociaux, irréductiblement gangrenés par « *la guerre de tous contre tous* ». De la même façon, le marché libéral était conçu comme le moyen privilégié d'assurer la paix à l'encontre des passions guerrières et religieuses.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Peut-on dire, en période de crise économique et financière, que la confiance règne globalement à l'échelle du marché mondial ? Règne-t-elle, seulement à l'échelle de l'entreprise à l'heure du harcèlement moral ? Il ne s'agit évidemment pas de s'en tenir à une appréciation univoque ou unilatérale, en plaidant selon le discours d'un pessimisme sans remèdes. Mais on est bien obligé de se poser quelques questions. Le modèle individualiste, consubstantiel au paradigme de l'économisme libéral tout comme à une certaine conception de la politique,

va à l'encontre de toute sociabilité fondée sur la confiance. Et croire qu'avec les ressources d'une mirifique *démocratie de participation*, on parviendra à surmonter les impossibilités et les fatalités de notre civilisation, me paraît gravement imprudent.

Je veux bien que l'instrument *Internet* confère aux citoyens des moyens d'accès à la connaissance inédits, tout en leur permettant d'exprimer leurs avis de façon permanente, à l'encontre des privilèges exclusifs des détenteurs du savoir, du pouvoir et de l'argent. Mais on est très vite confrontés aux limites évidentes de cette citoyenneté précaire. La démocratie à l'heure d'*Internet* n'est sûrement pas équivalente à ce qu'elle était au XIX^e et XX^e siècles. Les moteurs de recherche permettent l'accès à des sources d'information hier réservées et une courte expérience a prouvé que les

médias traditionnels pouvaient être pris à revers lorsqu'ils menaient campagne de façon outrageusement partisane sur l'avenir de l'Europe. Mais il y a aussi les défauts de la cuirasse. La faculté de s'exprimer et de débattre peut tourner à la confusion, lorsqu'elle est instrumentalisée par les passions mesquines, les erreurs de jugement et l'incapacité d'entendre un ordre supérieur de raisons.

Il faudrait creuser plus profondément pour comprendre les soubassements anthropologiques et culturels d'une société de confiance. Une communauté politique est largement fondée sur l'histoire, sur une mémoire culturelle, linguistique. On ne remplacera pas l'enracinement spirituel par des procédures de communication. Il y a aussi, ce que Norbert Elias, appelait *la civilisation des mœurs* et qui conditionne toutes les relations. C'est en vertu de cela qu'un Orwell prônait la *commune décence*, en désignant là l'esprit du véritable socialisme. On trouvera probablement que face aux défis actuels, pareilles considérations sont plutôt dérisoires. Pourtant, il s'agit toujours bien de sociétés humaines, même propulsées par le choc du futur. S'agissant de défiance ou de confiance, il faut bien revenir aux sentiments fondateurs de notre commune humanité. Depuis Aristote et sa pensée politique, il existe ainsi des notions incontournables.

■ J'aurais scrupule à ne pas rappeler combien ces considérations sur l'individualisme moderne et la commune décence doivent à Jean-Claude Michéa (cf. *L'impasse Adam Smith* – Climats 2002, prix franco : 17 €)

 Achat immédiat

par Gérard Leclerc



Élysée Philippe et Adélaïde

Après *En attendant le roi du monde*, où des grutiers se transformaient en chevaliers fantastiques sur un chantier de Lisbonne, et *Les évangiles du lac* où au cœur d'une vallée vosgienne une jeune femme devenait l'intercesseur d'un chamanisme occidental, voici le dernier roman d'Olivier Maulin, *Petit monarque et catacombes*.

On y retrouve le même art du conte, le même goût du portrait, le même humour féroce, le même sens de la farce, un ton joyeusement païen, cruel avec notre modernité desséchée, bienveillant avec notre humanité essentielle.

Cette fois, nous sommes au palais de l'Élysée, en 1992, où règne un Mitterrand rongé par la maladie, et nous suivons les aventures d'un jeune appelé du contingent que le *piston* a placé en ce lieu éminent pour y exercer des fonctions certes modestes, loin de la *haute politique* mais très proches des hommes, avec leur médiocrité, leurs illusions perdues, leurs aigreurs, mais aussi leur quête du bonheur, même fugitif, et cette capacité à rêver, latente mais intacte.

Ici, l'étiquette masque mal le grotesque et le cynisme ne protège pas du ridicule. Mais en ce lieu désenchanté, où semble s'épanouir le mortifère, les forces d'un chaos libérateur s'accumulent. L'alcool joyeux devient l'ambrosie d'une imagination libérée. Et c'est un royalisme archaïque, barbare, sacrificiel et festif, qui rendra à la vie pour quelques heures les salons morts du palais républicain.

Patrick PIERRAN

Oliver Maulin - « *Petit monarque et catacombes* », L'esprit des péninsules, 284 pp., prix franco : 22,50 €. [Achat immédiat](#)

Longtemps délaissé, méconnu et mal jugé, le personnage de Louis-Philippe semble retrouver la faveur des historiens. Ainsi vient de paraître une monumentale biographie par Arnaud Teyssier sur laquelle nous reviendrons et l'excellent ouvrage de Munro Price.

Parue il y a seize ans, la biographie d'Antonetti semblait avoir épuisé le sujet. Chacun des auteurs avait toujours insisté sur l'importance du rôle de Marie-Adélaïde d'Orléans auprès de son frère. L'angle ne semble pas épuisé avec le livre de Munro Price : « *Louis-Philippe : le Prince et le Roi* » (1). L'historien anglais choisit d'étudier parallèlement les deux personnages pour montrer à quel point l'un a eu de l'importance sur l'autre.

Élevé ensemble par les bons mais rudes soins de Madame de Genlis, Louis-Philippe et Adélaïde ont toujours été plus que des parents ou des amis. N'eut été l'impossibilité, ils auraient sans doute constitué un couple détonnant : moitié plaisantant, Louis-Philippe disait que sa sœur aurait été la meilleure épouse possible. Elle a renoncé à sa vie de femme pour suivre son frère, hors le temps de l'émigration durant lequel ils ont été séparés plusieurs années.

De leur formation intellectuelle extrêmement poussée, ils ont toujours gardé une même vision des choses, une même façon d'envisager la politique et l'avenir de leur pays. Adélaïde est une tête politique au meilleur sens du terme, elle a l'intelligence des choses, des gens et des situations ; un instinct très sûr ; le tout servi par une volonté de fer. Sans aucun doute un tant-

net plus à *gauche* que son frère, elle a toute sa vie voué une forme de haine à l'encontre de la branche aînée et notamment de Louis XVIII qui a si fort maltraité les Orléans.

On peut avoir des avis très différents, et nous ne partageons pas totalement la vision de la prise de pouvoir que Price attribue à Louis-Philippe – il n'est pas sûr qu'il y tint tant que cela – mais en revanche, en ce qui concerne le désir de pouvoir de sa sœur, il est indéniable : il n'était pas question pour elle de laisser passer la chance historique qui permettait la création d'une vraie monarchie parlementaire.

Une fois le pouvoir – conquis pour Price, plutôt ramassé selon nous – Adélaïde va être le membre fantôme du gouvernement. Il était inenvisageable, et pour 100 ans encore, qu'une femme puisse exercer une fonction officielle, mais pour le pouvoir et l'influence, cela ne leur a jamais été interdit, bien au contraire. Tous les ministres de son frère ont eu affaire à cette éminence grise entre les mains de laquelle toutes les affaires passaient. Une sorte de directeur de Cabinet, à la fois Attali, Guéant et Guaino et de combien supérieure à eux.

Tous les chefs de gouvernement durent compter avec elle et certains en geignirent abondamment, sans succès d'ailleurs. Il est à noter que

Louis-Philippe a toujours eu à se féliciter d'avoir suivi les avis de sa sœur, notamment en ce qui concernait la politique étrangère, son vrai domaine. Formée par Talleyrand, elle avait sur ce sujet d'abondantes lumières. La voie de paix suivie n'était pourtant pas au goût d'une époque qui avait oublié les drames des campagnes napoléoniennes et ne rêvait que d'une gloire dont le régime ne voulait pas.

Il ne faut pas en déduire que le Roi n'était qu'un pantin. C'était un véritable duo, l'un ne pouvait pas grand-chose sans l'autre et réciproquement. Il n'est pas douteux que l'Histoire aurait été différente sans cet attelage redoutablement efficace. Philippe tempérait Adélaïde qui aiguillonnait Philippe, c'était un bouillonnement intellectuel profond, actif et sûr. La vision de la France et de la politique qu'ils partageaient aurait pu s'imposer mais la forme de malédiction qui pèse chez nous sur la monarchie parlementaire les a emportés. Comme beaucoup, Price estime que la tragédie de la mort du prince héritier sonnait le glas de la monarchie de Juillet.

Adélaïde est morte en 1847, au plus mauvais moment, son énergie, sa vision et son action auraient été essentielles lors de la révolution de 1848. Le ressort était cassé et Louis-Philippe vieillissant, malade et fatigué était bien seul pour gérer une situation délicate mais pas perdue d'avance.

Pascal BEAUCHER

(1) Munro Price - « *Louis-Philippe : le Prince et le Roi, la France entre deux révolutions* », prix franco : 27,50 €. [Achat immédiat](#)

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 6 octobre** - C'est « le couple qui fait trembler l'Élysée », ainsi qualifié en première page de *Télérama* ! Familiers de nos réunions, où ils viennent présenter leurs ouvrages, **Michel PINÇON** et **Monique PINÇON-CHARLOT** viennent de publier un livre qui a immédiatement trouvé une très large audience. A la fin d'un été marqué par les scandales Woerth et Tapie, une enquête sur « **Le président des riches** » ne pouvait manquer de susciter un intérêt passionné.

Bien entendu, il ne s'agit pas d'une classique polémique. S'appuyant sur les longues et minutieuses enquêtes sociologiques qu'ils ont menées sur les hautes classes depuis vingt ans, nos invités explicitent la logique d'un système de domination oligarchique et les ressorts de la guerre menée par les riches, leurs complices et leurs dupes contre la majorité des Français. Pour vaincre cette classe efficacement mobilisée, Michel Pinçon et

Monique Pinçon-Charlot présentent un ensemble de solutions politiques dont nous aurons à discuter.

● **Mercredi 13 octobre** - Rédacteur en chef à *Marianne* où il anime le site *Marianne2*, **Philippe COHEN** nous a présenté chacun de ses livres (*La Face cachée du Monde* avec Pierre Péan, *BHL* ...). En 2005, il avait publié en collaboration avec Luc Richard un livre consacré à la Chine qui allait à l'encontre du consensus sinophile : *La Chine sera-t-elle notre cauchemar* ? se demandaient les deux journalistes. Cinq ans plus tard il faut malheureusement répondre par l'affirmative : le pays de Confucius et de Mao est devenu « **Le vampire du milieu** ». Ce n'est pas seulement « l'atelier du monde » qui semblait utile pour renforcer la rentabilité du capital occidental, mais un formidable système de captation des technologies, des matières premières, des ressources énergétiques...

Quels sont les ressorts qui assurent l'efficacité de ce système ? Pourquoi cet empire placé sous la dictature du Parti communiste chinois suscite-t-il autant de complaisances et de connivences dans notre pays ? Est-il possible de résister à l'expansion chinoise ?

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

Souscription

Plusieurs peu font beaucoup...

Nous avons eu raison d'intituler la souscription de cette année « *Plusieurs peu font beaucoup...* » puisque nous l'avons close avec un montant de plus de 14 000 €, dépassant de 2 000 € la somme que nous avions fixée comme objectif. Toute l'équipe de *Royaliste* tient à vous dire un grand merci d'avoir participé à cet effort collectif et contribué à ce succès. Grâce à vous nos soucis financiers les plus immédiats sont effacés et nous pouvons aborder cette rentrée avec plus de sérénité.

Royaliste a repris sa parution bimensuelle normale avec ce numéro et nous devons tous avoir à cœur de le faire connaître autour de nous car c'est seulement si nous augmentons d'une manière sensible les abonnés au journal que nous pourrions espérer pouvoir nous passer de faire, tous les ans, appel à votre générosité pour équilibrer notre budget...

C'est le vœu que je forme.

Yvan AUMONT

6^e liste de souscripteurs

Claude-Eugène Anglade 20 € - Maurice Asta-Richard 10 € - O.B. (Puy-de-Dôme) 33 € - Samuel Bon 10 € - Philippe Cailleux 33 € - Jean-Luc Castro 100 € - P.C.D.B. (Paris) 103 € - J.C. (Yvelines) 42 € - Hélène Plouhinec 30 € - Guy Delranc 40 € - Lorant Deutsch 300 € - Michèle Dutac 14,48 € - Michel Fontaurelle 150 € - Jean-Paul Dollé 50 € - Gaston Ernoul de La Chenelière 50 € - Jean Grimaldi d'Esdra 200 € - Christian Frater 50 € - Raoul Gaillard 20 € - Gérard Génini 20 € - Suleiman Haminède 36,96 € - Etienne Harel 12 € - Pierre Hervieux 35 € - Jean-Pierre Hollender 20 € - Isabelle Houdart 150 € - Jean-Marc Joubert 10 € - Jean-François Kesler 100 € - Bernard Lhôte 30 € - Jean-François Maurel 150 € - Alain Mercier 400 € - Gilles Monplaisir 30 € - Alain-Paul Nicolas 50 € - Noël Pecout 10 € - SAR Nicolas Petrovitch-Njegosh 100 € - Yolande de Prunelé 80 € - Michel Roth 10 € - Jacqueline de Roux 20 € - Alain Saint Paul 23 € - Jacques Solé 50 € - Laurent Soutenet 50 € - Paul Vincent 50 € - Vincent Wilhelem 20 €.

Total de cette liste : 2 712,74 €

Total précédent : 11 473,15 €

Total général : 14 185,89 €

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Plans pour l'offensive

La peur affole le supposé président et ses lieutenants qui disent et font n'importe quoi pour préserver leur électorat de la nouvelle tentation lepéniste. Ils ne veulent pas comprendre que la souffrance sociale provoquée par l'ultra-libéralisme pousse à une contestation radicale attisée par les récents scandales (de Woerth à Tapie) qui frappent le *gouvernement des riches*. La chasse aux Roms, les sondages manipulés, les pitoyables défis lancés à Bruxelles, les gesticulations de Nicolas Sarkozy lors du sommet européen du 16 septembre doivent être condamnés.

La réprobation ne suffit pas. Dans tous les domaines, de la loi sur les retraites à la démagogie xénophobe, c'est toujours Nicolas Sarkozy qui reste le maître du jeu : il attire tous les projecteurs, choisit les thèmes de combat, donne aux polémiques leur rythme et leur éclat.

Sa frénésie lui permet de se battre simultanément sur deux fronts : il mène sa bataille partisane par une succession de coups tactiques destinés à attiser la xénophobie et à pousser les Français à l'affrontement ethnique ; il mène la guerre sociale comme fondé de pouvoirs de l'oligarchie, dans la hantise des marchés financiers et dans la crainte que les riches ne décident de l'écarter. Les possédants n'ont pas tort d'estimer qu'un Strauss-Kahn ou à défaut une Martine Aubry, seraient des gestionnaires plus compétents, plus habiles et plus discrets.

Nous reviendrons prochainement sur les ambiguïtés des socialistes et sur le jeu des deux principaux syndicats mais, quels

que soient les calculs des uns et des autres, le fait est qu'ils restent tous sur la défensive.

Il faut bien sûr manifester sans relâche contre la xénophobie et contre les mesures sociales du gouvernement et militer au sein des syndicats pour la grève générale afin d'infliger une véritable défaite au clan sarkozyste. Il faut surtout présenter, en toutes occasions, des plans pour une offensive qui doit se dérouler sur le terrain de l'intérêt national.



Objectifs ? La protection des économies européennes et, avant tout, de l'économie nationale. Le plein emploi grâce à une nouvelle politique de développement fondé sur un redéploiement industriel. La nationalisation des secteurs-clés et le renforcement des services publics afin de garantir le redressement de notre pays. La définition d'une nouvelle politique monétaire et financière.

Une opposition qui déciderait de prendre ses responsabilités politiques obtiendrait une forte adhésion populaire, désorienterait le supposé président et marginaliserait les lepénistes si elle reprenait les propositions suivantes :

Au lieu de défier Bruxelles sur la question des Roms, exiger la réunion d'un Conseil européen extraordinaire avec comme ordre du jour :

- le risque d'une nouvelle crise de la zone euro, en raison de la hausse des taux des obligations d'État qui frappe actuellement la Grèce, l'Irlande et le Portugal.

- la mise au point d'un plan de sauvetage permettant le passage de la monnaie unique à une monnaie commune – les monnaies nationales étant rétablies dans la zone.

- le retour à la sécurité financière par le contrôle de la circulation des capitaux, prélude à une réorganisation générale des relations monétaires et financières internationales.

- la mise au point d'un système commercial protecteur vis-à-vis des puissances agressives, principalement la Chine.

- l'ouverture d'une discussion sur la domination exercée par l'économie allemande et sur ses effets négatifs pour l'économie européenne.

Bien entendu, ces propositions seraient rejetées par les organes européens. Il faudrait donc que l'opposition détaille les mesures de sauvegarde qu'un gouvernement de salut public aurait à prendre : suspension des directives européennes déstabilisantes, reprise du contrôle de la Banque de France pour la mettre au service de la politique financière de la nation, fixation d'un taux de change favorable à l'économie nationale, nationalisation des banques, soutien public aux secteurs industriels menacés...

Nous ne sommes pas seuls à présenter de telles propositions (1). Elles feront leur chemin.

Bertrand RENOUVIN

(1) Nos propositions sont proches de celles exposées par Jacques Sapir dans son « *Projet pour une rupture décisive* » publié sur mon blog www.bertrand-renouvin.fr et sur le site *Marianne2*.